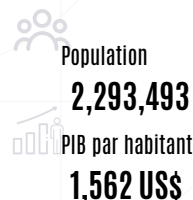
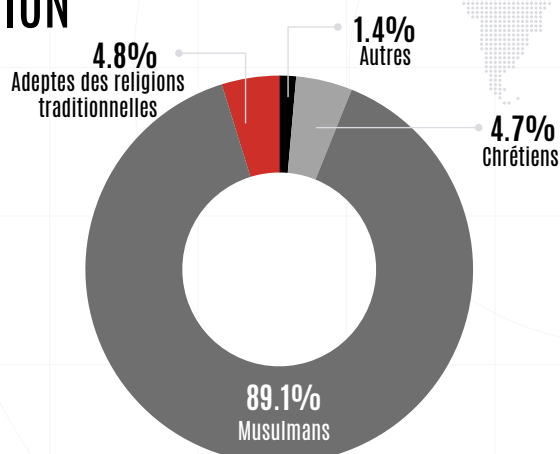




GAMBIE

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Conformément à l'article premier de sa Constitution, la Gambie est une « République souveraine ». ¹ L'article 25, alinéa 1, point c, garantit « la liberté de pratiquer une religion et de manifester une telle pratique ». La Constitution interdit la discrimination religieuse (article 33, alinéa 4) et les partis politiques confessionnels (article 60, alinéa 2, point a). Les communautés religieuses ne sont pas tenues de se faire enregistrer auprès des autorités. Toutefois, si elles offrent des services sociaux, elles doivent être enregistrées comme organismes de bienfaisance. ² Pour les musulmans, la charia (loi islamique) s'applique au mariage, au divorce et aux successions. ³ L'actuelle législation prévoit une instruction religieuse musulmane et chrétienne dans les écoles publiques et privées. Cela est généralement respecté par le gouvernement. ⁴

La situation de la liberté religieuse en Gambie s'est considérablement améliorée ces dernières années. En janvier 2017, le Président nouvellement élu de l'époque, Adama Barrow, est revenu sur la décision de son prédécesseur, le dictateur de longue date Yahya Jammeh, de faire de la

Gambie une république islamique. En vertu de la précédente Constitution, le pays était un État laïque, mais en décembre 2015, Yahya Jammeh en avait fait une « République islamique », ce qui faisait de la Gambie le deuxième pays d'Afrique après la Mauritanie à se désigner de la sorte. ⁵

Après les élections présidentielles de décembre 2016, le pays a connu une transition pacifique du pouvoir, une première depuis son indépendance en 1965. Après son investiture, le nouveau Président, Adama Barrow, a déclaré que le pays allait redevenir une simple « République », par la suppression du mot « islamique » qui avait été ajouté par Yahya Jammeh. ⁶ Il s'est également engagé à promouvoir la bonne gouvernance, l'État de droit, les institutions démocratiques et la liberté de la presse. ⁷ Le Président Barrow a créé une Commission vérité et réconciliation, chargée d'enquêter sur les crimes perpétrés sous le régime précédent, notamment « la torture, les disparitions et les exécutions extrajudiciaires ». ⁸ Il a également annoncé le retour du pays dans le Commonwealth, qu'il avait quitté en 2013. Adama Barrow a également annulé la décision de Yahya Jammeh de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI). ⁹ Le parti d'Adama Barrow, le Parti Démocratique Uni (UDP), a remporté une nette victoire aux élections législatives d'avril 2017 ¹⁰ – des élections jugées

pacifiques, libres et équitables.¹¹

Actuellement, une nouvelle Constitution est en cours d'élaboration pour l'ère post-Jammeh.¹² Les membres du Conseil chrétien de Gambie (représentants des Églises catholique, anglicane et méthodiste) ont exigé que la nouvelle Constitution intègre les mots « État laïque ». ¹³ Il y a en fait actuellement, au niveau national, un débat important sur cette question.¹⁴

Bien que la loi n'exige pas que les écoles publiques ou privées enseignent la religion, la plupart le font, et dans l'ensemble les élèves assistent aux cours. Les autorités aident également les écoles à recruter les enseignants dont elles ont besoin.¹⁵

Les organisations islamiques et l'Église catholique entretiennent de bonnes relations. En plus des grandes fêtes musulmanes, les fêtes chrétiennes de Noël, du Vendredi Saint et du Lundi de Pâques sont célébrées.¹⁶ Les membres du Groupe interreligieux pour le dialogue et la paix, qui comprend les musulmans, les chrétiens et les baha'is, se réunissent régulièrement pour discuter de questions importantes pour toutes les communautés religieuses, en particulier la coexistence interconfessionnelle.¹⁷ Les mariages mixtes sont monnaie courante et acceptés.¹⁸

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Au cours des deux dernières années, il n'y a eu aucun incident de violence interreligieuse, d'intolérance, de discrimination ou de persécution impliquant un groupe religieux. Néanmoins, le Président Adama Barrow a été critiqué par de nombreux observateurs lorsqu'il a annoncé son intention de construire 60 mosquées dans tout le pays.¹⁹ Plusieurs observateurs y ont vu une confusion entre l'État et la religion, preuve d'un préjugé en faveur d'une religion à l'encontre des autres. Un pasteur gambien a déclaré que « une partie de la population chrétienne gambienne se sentait marginalisée par l'annonce du Président, et étrangère à celle-ci ». ²⁰

Le 6 décembre 2019, le Président a annoncé que le portefeuille des Affaires Religieuses serait transféré au Ministère des Affaires Territoriales et Régionales, mais n'a pas donné d'explication à cela.²¹ Début février 2020, avec le Togo et le Sénégal, la Gambie a décidé de rejoindre l'Alliance des 27 pays pour la protection de la liberté religieuse, dont l'objectif est « d'unifier les nations puissantes

et de mobiliser leurs ressources afin d'arrêter les acteurs du mal et de défendre les persécutés, les personnes sans défense et vulnérables ». ²²

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

La Gambie a une longue tradition de tolérance interreligieuse, et cela va très probablement continuer dans un proche avenir. Cependant, il y a plusieurs questions qui pourraient affecter les relations interconfessionnelles. Sur le plan politique, l'ancien dictateur Yahya Jammeh a annoncé en janvier 2019 son intention de revenir dans le pays.²³ Des milliers de ses partisans sont ensuite descendus dans la rue pour réclamer son retour.²⁴

Tout cela se produit à un moment où le Président Adama Barrow, plus libéral, est de plus en plus impopulaire. Le retour de Yahya Jammeh pourrait être préjudiciable aux minorités religieuses et aux politiciens qui encouragent la sécularisation de l'État, car Yahya Jammeh se montre explicitement favorable à l'islamisation de la Gambie.

Les tensions entre les partisans des idéologies islamiques et laïques affectent le processus de réforme constitutionnelle, le projet d'État laïque étant au centre du débat. Par ailleurs, la dynamique régionale doit être prise en compte. L'Afrique de l'Ouest a connu une forte montée de l'extrémisme islamique ces dernières années, plusieurs groupes terroristes djihadistes opèrent dans toute la région.

- 1 Gambia (The) 1996 (rev. 2018), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Gambia_2018?lang=en
- 2 Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, "The Gambia", International Religious Freedom Report for 2018, U.S. State Department, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/the-gambia/>
- 3 Ibid.
- 4 Aid the Church in Need, "Gambia," Religious Freedom Report 2018, <https://religious-freedom-report.org/report/?report=203>,
- 5 Vasudevan Sridharan, "Adama Barrow removes 'Islamic' from The Gambia's official name," International Business times, 30 janvier 2017, <http://www.ibtimes.co.uk/adama-barrow-removes-islamic-gambias-official-name-1603686>
- 6 World Watch Monitor, 30 janvier 2017, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/gambia-no-longer-an-islamic-republic/>
- 7 Gambia Country Report 2020, Bertelsmann Transformation Index (BTI), <https://www.bti-project.org/en/reports/country-report-GMB-2020.html>
- 8 Abdul-Jalilu Ateku, The Conversation, 27 mars 2019, <https://theconversation.com/how-the-gambia-is-going-about-its-search-for-truth-and-reconciliation-114203>
- 9 Yomi Kazeem, "Gambia's new president has started fixing the country's decades-long culture of human rights abuse," Quartz Africa, 14 février 2017, <https://qz.com/africa/910308/gambia-will-remain-in-the-international-criminal-court-under-new-president-adama-barrow/>
- 10 "Gambia's long-time opposition UDP wins absolute majority," BBC News, 7 avril 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-39527230>
- 11 Mahamadou Camara, "AU Observer Mission commends Peaceful Conduct of Elections," The Point, 10 avril 2017, <http://archive.thepoint.gm/africa/gambia/article/au-observer-mission-commends-peaceful-conduct-of-elections>
- 12 Gambia (The) 2019 - Draft of 12 Nov 2019, Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Gambia_2019D?lang=en
- 13 "Gambia: Christians demand that the state be declared secular and not Islamic," Vatican News, 17 décembre 2019, <https://www.vaticannews.va/en/africa/news/2019-12/gambia-christians-demand-that-the-state-be-declared-secular-and.html>
- 14 "Gambians divided over wording of new constitution", Journal Du Cameroun, 22 décembre 2019, <https://www.journalducameroun.com/en/gambians-divided-over-wording-of-new-constitution/>
- 15 Ibid.
- 16 "Gambia Public Holidays," World Travel Guide, <https://www.worldtravelguide.net/guides/africa/gambia/public-holidays/>
- 17 Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, op. cit.
- 18 Ibid.
- 19 Pa Nderry M'Bai, Freedom Newspaper, 25 juillet 2018, <https://www.freedomnewspaper.com/2018/07/25/gambia-breaking-news-gambian-pastor-sends-barrows-govt-to-the-cleaners-as-he-trashes-barrows-announcement-of-constructing-60-mosques/>,
- 20 Ibid.
- 21 Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, op. cit. (accessed 26 février 2020).
- 22 "27 Nations join in alliance to protect religious freedom," Zenit, 7 février 2020, <https://zenit.org/2020/02/07/27-nations-join-in-alliance-to-protect-religious-freedom/>
- 23 "The Gambia's ex-leader Jammeh reportedly wants to come home", Al Jazeera, 14 janvier 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/01/gambia-leader-jammeh-reportedly-home-200114193856656.html>

24 “Thousands rally in the Gambia for ex-leader Yahya Jammeh’s Return,” Al Jazeera, 16 janvier 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/01/thousands-rally-gambia-leader-yahya-jammeh-return-200116145330656.html>